

Le premier ministre a promis que la politique sociale fondamentale du gouvernement serait d'aider ceux qui sont les plus démunis. Alors que le gouvernement devra peut-être réduire les frais pour combattre le déficit, a-t-il déclaré, il protégerait ceux qui sont les plus démunis. Il a ensuite imposé aux pauvres une taxe de vente dans ses budgets successifs. Un grand nombre de personnes appartenant à la tranche de revenus la plus basse continuent à payer des impôts sur le revenu.

L'effet combiné de ces politiques n'a certainement pas aidé les gens les plus démunis, mais les a pénalisés. L'augmentation des impôts pour les gens à faibles revenus et les familles qui ont des enfants a été bien supérieure au crédit d'impôt pour enfants symbolique que le gouvernement a daigné leur accorder dans son deuxième budget. La pauvreté a augmenté chez les familles jeunes, et les familles monoparentales (en particulier les mères qui élèvent des enfants) sont dans une situation très pénible. Sur l'ensemble du territoire, un enfant sur six est pauvre.

Récemment, j'ai soulevé la question de l'épidémie de SIDA et de l'importance qu'il y aurait à avoir plus de ressources à consacrer à la vulgarisation et au traitement de cette terrible maladie. Le premier ministre m'a dit en Chambre il y a environ un mois qu'il considérait cela comme un problème social de la plus haute importance, qui appelait une intervention d'urgence et l'affectation d'urgence des ressources nationales. Cela avait l'air d'une promesse d'action immédiate, d'urgence, avec des moyens considérables pour venir en aide aux victimes du SIDA et pour lutter contre la propagation de l'épidémie. Un mois s'est écoulé et non seulement il n'y a pas eu d'augmentation de crédits, mais ceux qui figurent déjà à l'exposé budgétaire n'ont même pas encore été fournis.

Le premier ministre avait promis d'aider les Canadiennes, dont 60 p. 100 travaillent et ont à la maison des enfants qui ont besoin d'être gardés. Quatre ans après, il n'a pas encore lancé de programme de garderies d'enfants. Autre exemple: le libre-échange. En 1983, le premier ministre a dit qu'il était contre le libre-échange.

Le projet formé par le gouvernement de privatiser Air Canada, c'est affaire d'idéologie ou je ne m'y connais pas. Sur le plan de la planification, c'est bancal, économiquement ce n'est pas rentable, et de toute façon on fait fi de la tradition canadienne qui veut que nous ayons une compagnie aérienne nationale et un chemin de fer national. Ces institutions nationales sont imposées par notre géographie et par la dispersion de notre population.

Bien sûr, le gouvernement vénère la trilogie idéologique de la libre entreprise: déréglementation, privatisation et libre-échange. L'une entraîne l'autre. Je rappellerais à mes amis du parti libéral que ce sont eux qui ont lancé la déréglementation. À eux la faute si elle en est venue là. La politique du gouvernement s'inscrit dans la ligne de l'idéologie des Thatcher, des Reagan et des Vander Zalm. Je sais que, en Colombie-Britannique, l'Institut Fraser n'a qu'à définir des politiques pour que le premier ministre vende tout ce qu'il peut, sans tenir compte de l'utilité réelle des services nationaux.

Air Canada est une société qui réalise des bénéfices et qui est bien gérée. Pourquoi la privatiser quand elle donne d'excellents résultats comme société nationale et que nous pouvons en être fiers? Cette société est nécessaire pour desservir toutes les

Air Canada

régions du Canada, spécialement les régions rurales et les régions éloignées du Nord. Le secteur privé se souciera moins des besoins de l'ensemble du Canada. Comme l'a signalé mon collègue le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy), il aurait été fort simple de se procurer le capital dont Air Canada a besoin pour acquérir sa nouvelle flotte. Le gouvernement aurait pu choisir d'autres solutions.

Ce projet de loi nous déçoit énormément et nous nous y opposons fortement tant sur le plan des idées que de la faisabilité économique.

[Français]

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, vous me permettrez, à titre de représentant du centre-ville de Montréal, de la circonscription de Saint-Jacques, d'ajouter ma contribution à ce débat concernant le projet de loi C-129 qui vise, comme on le sait très bien, à privatiser en partie la société Air Canada.

Monsieur le Président, à titre de représentant d'une circonscription de Montréal, où est situé le siège social de la société Air Canada, je suis très inquiet et plusieurs de mes concitoyens le sont, puisque le projet de loi qui est devant nous va, en fait, mettre fin à un symbole national auquel tiennent les Canadiens.

Ce pays, on le sait, s'est formé d'Est en Ouest au cours du siècle dernier, par la construction d'un grand chemin de fer, le Canadien National. D'autres réseaux de communication se sont ajoutés. L'un d'eux, les communications aériennes, mettant en vedette la société Air Canada, constitue en fait un pilier du monde des transports au Canada, un pilier qui unit les Canadiens. Je trouve qu'il est regrettable que le gouvernement ait choisi de violer une des promesses solennelles qu'avait faites, à l'époque, le premier ministre du Canada (M. Mulroney) lorsqu'il avait dit: Air Canada n'est pas à vendre. On commence à être habitué maintenant à des promesses faites par le gouvernement qui est assis en face de nous, promesses qui sont faites une journée et lesquelles, quelques mois plus tard, sont complètement violées, sont complètement brisées. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous attendions à ce que le gouvernement respecte sa parole et ne mette pas en vente, ni en tout ni en partie, notre compagnie aérienne nationale.

Un des dangers qui nous menace, monsieur le Président, et une des raisons pour laquelle, mon parti et moi, nous nous opposons à la privatisation d'Air Canada, c'est que nous perdons ainsi un instrument de développement régional. La manie du gouvernement qui est devant nous, qui est de privatiser à tout prix plusieurs sociétés de la Couronne fait qu'en définitive le gouvernement national se retrouvera impuissant à tenter d'influencer le développement régional dans certaines parties de notre pays, dans les parties périphériques qui en ont besoin. C'est là un trait caractéristique du gouvernement conservateur pour qui la seule façon, la meilleure façon d'intervenir dans l'économie c'est de ne pas intervenir du tout et, au contraire, de se retirer des domaines où le gouvernement possède les instruments lui permettant d'intervenir.

Air Canada, lorsqu'elle a une base d'entretien dans des villes comme Montréal, Winnipeg ou Toronto, se retrouve dans la position où elle peut acheter localement des biens et services. C'est une façon par laquelle le gouvernement peut s'impliquer dans le développement économique des différentes régions du